

Globalisation

Geoffrey Geuens

Citer ce document / Cite this document :

Geuens Geoffrey. Globalisation. In: Quaderni, n°63, Printemps 2007. Nouveaux mots du pouvoir : fragments d'un abécédaire. pp. 51-53.

doi : 10.3406/quad.2007.1777

http://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2007_num_63_1_1777

Document généré le 29/09/2015



Notes

41. <http://encycopedie.desinformation.com/dictionnaire.php?id=14>. Maître Roger, 5-09-02.

42. Canalipsos@ipsos.com. L'objectif du sondage est formulé comme suit : « *Juste après les résultats des législatives, cerner l'état d'esprit de la "France d'en bas" vis-à-vis de l'action et des discours du Premier Ministre et de son équipe, comprendre les attitudes et opinions à l'égard du gouvernement, évaluer les attentes des Français à l'égard du projet initié.* »

43. Cf. Le même texte de Jacques Attali : « *S'il s'agit d'établir que le propre du politique est de s'intéresser aux plus faibles, de les écouter, de les respecter, de les aider à sortir de leurs difficultés, alors c'est l'évidence même.* »

Au reste, tout l'article pourrait être cité à l'appui de cette notice. Il indique encore, par exemple, que la métaphore de la pyramide n'est plus une bonne métaphore pour décrire la société et qu'il faut lui substituer celle du réseau. L'inégalité sociale est donc une réalité mais ne doit pas être traduite en termes d'inégalités...

44. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 426.

45. <http://www.elysee.fr>

46. Cf. Eric Hazan, *LQR, La propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006, p. 119.

particulièrement marquée dans la seconde moitié des années 1990, doit beaucoup au mouvement dit « *altermondialiste* ». Littéralement, le terme renvoie à l'expansion planétaire des relations d'interdépendance entre les hommes, leurs activités et les systèmes politiques, idéologiques ou culturels au sein desquels ces activités s'insèrent. Bien que l'aire de mot recouvre largement celle de *mondialisation*, la langue française maintient une distinction formelle entre les deux, réservant au terme de *globalisation* l'idée d'un déploiement de la rationalité économique à l'ensemble de la *praxis* sociale.

Le concept de *globalisation*, d'origine assez vague et diffuse, se diffuse à la charnière des années 1960 et 1970 sous l'impulsion d'une littérature émanant des entreprises « *multinationales* », des organisations internationales, telles que les Nations Unies, la Banque mondiale ou l'OCDE ; sa légitimation scientifique emprunte largement aux travaux du théoricien des médias canadien, Marshall McLuhan, qui prophétisait dès 1962, dans *La Galaxie Gutenberg*, l'entrée d'une humanité retribalisée dans l'âge du « *village global* ». Le terme connaît une première formalisation en 1983 avec l'américain Theodore Levitt pour désigner la convergence mondiale des marchés sous l'influence des « *nouvelles technologies* ». Kenichi Ohmae, consultant en stratégie économique chez McKinsey, élargit cette problématique, en 1990, au système productif tout entier, définissant ainsi la gestion des firmes mondiales. La *globalisation* s'identifie alors à un immense réseau traversé par divers flux humains, informationnels et financiers entravés dans leur déploiement par des États-nations décrits comme autant de « résidus » d'une époque

Persée
BY:
\$
= creative commons

globalisation

Geoffrey Geuens

Globalisation, de même que son quasi doublon *mondialisation*, essaime dans le discours social à la fin du XX^e siècle ; son inflation rhétorique,



révolue – l'*interlinked economy* prenant, quant à elle, la forme de l'enchevêtrement d'économies dominées par des firmes triadiques pour lesquelles la nationalité est révolue. Par injections de sens successives, le concept en est donc venu à décrire aujourd'hui le délitement « *du* » politique et sa soumission aux diktats d'un marché global déterritorialisé. On peut ainsi lire, entre autres exemples, sous la plume d'un Riccardo Petrella que la mondialisation « *s'est traduite par une perte structurelle et visible des capacités de gouvernement de l'économie locale et mondiale par les pouvoirs publics qui [...] sont restés organisés au plan national* »⁴⁷.

Le discours médiatique et semi-savant sur la *globalisation* est, en réalité, à la fois éclaté et harmonieux. Éclaté en ce qu'il conglomère les approches d'auteurs divergeant sur la nature et le rythme d'évolutions perçues cependant, le plus souvent à l'unisson, comme irréversibles. Harmonieux en ce que ces mêmes discordances n'excluent pas l'existence d'un accord, au mieux tacite, sur la disparition des anciens référents, au premier rang desquels figure le triptyque propriété/classes/domination. Au nombre des répertoires topiques associés à la *mondialisation*, on comptera ainsi la soumission du politique à l'économique, avec pour présumé leur artificielle dissociation ; la domination sans faille d'une idéologie « *ultra-* » ou « *néo-libérale* » ou, plus classiquement, libérale ; la disparition de la classe dominante au profit de flux financiers « *sans visages* » ; l'avènement de « *transnationales* » mondiales à l'actionnariat géographiquement éclaté et au management apatride ; ou encore la condamnation d'un capitalisme « *parasitaire* », celui des fonds de pension anglo-saxons, et la

reconnaissance *a contrario* d'un capitalisme « *sain* », celui de l'industrie, des biens et services.

Dans cette configuration dominante relevant d'un déterminisme techniciste plus ou moins assumé, l'autorité se fait donc négativité : alors même que le politique est donné pour chancelant, impuissant pour ne pas dire absent, l'économique est perçu, à son tour, comme immatériel, impalpable, sinon même étranger dans tous les sens du terme. De la « *dispersion du pouvoir* »⁴⁸ chère à Francis Fukuyama à l'« *infinité des microdécisions individuelles incontrôlables* »⁴⁹ évoquée par le fondateur d'ATTAC, la *mondialisation* peut ainsi se conjuguer, du centre-gauche jusqu'au néo-conservatisme républicain, sous le mode de la dispersion et du refus de toute centralité. D'autres, plus audacieux, n'hésitent pas à évoquer le pouvoir au passé. Qu'il soit introuvable, chez Ignacio Ramonet⁵⁰, ou, plus simplement encore, « *partout et nulle part* »⁵¹, chez Alain Touraine, le pouvoir semble bien avoir fait son temps. Certains, tels Antonio Negri et Michael Hardt⁵², jouent sur les deux tableaux, convoquant simultanément les imaginaires de la dissémination et de la volatilisisation.

« *Au-delà des capitalistes en chair et en os et des groupes de capitalistes, il existe donc bien un capitaliste collectif, sans visage, composé de flux financiers gérés par des réseaux électroniques* »⁵³. Cette proposition empruntée à Manuel Castells est emblématique des lieux communs traditionnellement associés à la *globalisation*. Solennité du verbe et ton volontiers missionnaire pour la forme, déterminisme technologique, banalité du propos et prescriptions visionnaires pour

le fond : telles sont quelques-unes des propriétés définitives de l'essai semi-savant consacré à la mondialisation. Ce discours cliché ressemble à s'y méprendre à une nouvelle réminiscence de la pensée post-moderne où la contingence se joue de l'immanence, l'influence du pouvoir, et le réseau de la structure. Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, est à cet égard, lui aussi, affirmatif : « *La grande entreprise n'est plus une grande structure, articulée à une famille, représentée par un État. C'est une affaire déterminée à l'échelle planétaire par des flux* »⁵⁴.

Les figures discursives véhiculées par la grande majorité des travaux relevant des *global studies* demeurent, par conséquent, prisonnières d'une idée reçue, idéologiquement déterminée, celle de l'illisibilité des formes actuelles de gouvernement, signe de *complexité* pour les uns, d'absence pour les autres. Sans présumer de plus amples développements sur le concept de *globalisation*, un constat s'impose donc : la négation de tout rattachement des entreprises à une quelconque puissance nationale est bien faite, consciemment ou non, pour empêcher toute réflexion sur les relations organiques entre État et capital ; et pour évacuer, par la même occasion, la problématique des responsabilités proprement politiques dans l'évolution actuelle du monde.

Mot corrélatif : Réseau

Références

Levitt Th., « The Globalization of Markets », dans *Harvard Business Review*, mai-juin 1983, pp. 1-11.

Ohmae K., *The Borderless World. Power and Strategy in the interlinked Economy*, New York,

Harper Business, 1990.

Robertson R., *Globalization : Social Theory and Global Culture*, Londres, Sage Publications, 1992.

Cordellier S. (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 2000.

Bayart J.-Fr., *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

Notes

47. Riccardo Petrella, *Le bien commun. Éloge de la solidarité*, Bruxelles, Labor, 1996, p. 39.

48. Propos recueillis par Pierre Lefèvre, « Francis Fukuyama : entretiens singuliers à Davos (IV) », dans *Le Soir*, 7 février 2000, p. 2.

49. Propos recueillis par Philippe Manière, « Bernard Cassen : Limitons le droit de propriété », dans *L'Expansion*, 13 septembre 2001.

50. Ignacio Ramonet, *La tyrannie de la communication*, Paris, Gallimard, 2001, p. 70.

51. Alain Touraine, *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique... et vous*, Paris, Fayard, 1995, p. 38.

52. Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

53. Manuel Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 1998, pp. 530-531.

54. Philippe Cohen, « Une nouvelle élite sortie d'un même moule », dans *Marianne*, 2-8 août 1999, pp. 53-54.